Synthèse du projet de loi 7863B

Le projet de loi n° 7863B a pour origine le projet de loi n° 7863 sur les référendaires de justice, qui, par les amendements parlementaires du 22 juillet 2022, a été scindé en deux projets de loi séparés. Le projet de loi n° 7863A est devenu la loi du 23 décembre 2022 sur les référendaires de justice. Le projet de loi n° 7863B prévoit la suppression du rang de conseiller honoraire ainsi que les mesures compensatoires.

Le projet de loi n° 7863B prévoit l’adaptation des articles 120 et 121 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l’organisation judiciaire. La fonction de conseiller honoraire à la Cour d’appel sera supprimée. Les règles de détermination du rang dans la magistrature sont précisées. À l’instar de ce qui est prévu pour l’ordre judiciaire, la fonction de conseiller honoraire à la Cour administrative sera également supprimée par modification de l’article 31 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l’ordre administratif. En pratique, cette fonction n’a jamais été conférée à un magistrat de l’ordre administratif.

L’article 16 de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice est complété afin de préciser les modalités de l’inscription des attachés de justice sur la liste de rang.

La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d’avancement des fonctionnaires de l’État est adaptée afin de prévoir un certain nombre de mesures visant tant à la compensation de la suppression du rang de conseiller honoraire qui, pour certains magistrats, peut mener à une perte financière, qu’à contribuer au renforcement de l’attractivité de la magistrature. En effet, ce renforcement est nécessaire en raison des problèmes de recrutement au niveau des juridictions et parquets compte tenu notamment de la concurrence découlant non seulement de l’existence de cabinets d’avocats, mais également de la demande émanant du secteur privé et du secteur public.